



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

---

**Accord-cadre de Fourniture et maintenance du parc  
de gilets de sauvetage des différents sites de la  
Direction Territoriale du Nord - Pas de calais Voies  
Navigables de France**

---

N° du CCP : CP25-09

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
37, rue du Plat  
BP 725  
59034 LILLE Cedex

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	3
1.5 - Développement durable .....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Durée et délais d'exécution.....	4
4 - Prix .....	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
4.2 - Modalités de variation des prix.....	5
5 - Garanties Financières .....	5
6 - Avance .....	5
7 - Modalités de règlement des comptes .....	5
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
7.3 - Délai global de paiement .....	6
8 - Conditions d'exécution des prestations .....	7
9 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
9.1 - Vérifications .....	8
9.2 - Décision après vérification .....	8
10 - Pénalités .....	8
10.1 - Pénalités de retard .....	8
10.2 - Autres pénalités spécifiques.....	9
11 - Assurances .....	9
12 - Résiliation du contrat .....	9
12.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	9
12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	9
13 - Règlement des litiges et langues .....	10
14 - Clauses complémentaires.....	10
15 - Dérogations .....	10

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

La fourniture et la maintenance du parc de gilets de sauvetage des différents sites de la direction territoriale de Voies Navigables de France

Les prestations, objet du présent marché, consistent pour le titulaire - 1 fois par an - à :

- Déposer sur site, des gilets de remplacement (« stock tampon ») pendant la période de maintenance. Le nombre de gilets mis à disposition par le prestataire sera défini entre le correspondant du site et le prestataire.
- Réaliser sur site la vérification et la maintenance des gilets de sauvetage.
- Récupérer les gilets mis à disposition (Stock tampon), dès la remise des gilets révisés
- Faire procéder à la destruction des gilets mis au rebus

Cette vérification comprend à minima :

- la maintenance préventive et corrective (vérification du gilet de sauvetage et du système de gonflage)
- le remplacement des pièces détachées nécessaires au maintien du parfait fonctionnement des gilets
- le remplacement des gilets de sauvetage arrivés en fin de validité selon les instructions du fabricant et/ou mauvais état (déchiré, etc...)

En dernier lieu, le prestataire devra fournir pour chaque gilet contrôlé un certificat de vérification (ou de mise en rebus) sur lequel figurera le N° de série du gilet, sa date de mise en service, la date de vérification et la date du prochain contrôle. Y sera mentionné également les pièces remplacées et l'état de gilet.

Les prestations et leurs modalités d'exécution sont précisées dans l'AE (art 3) et au Cahier des Clauses Particulières (art. 8)

La vérification et le remplacement des gilets seront exécutés conformément aux instructions de révision et de fin de validité incluses dans la notice d'instruction du fabricant.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les 10 sites de la direction territoriale de Voies Navigables de France : Unités Territoriales d'Itinéraire (UTI), antennes et centres de maintenance tant administratifs qu'exploitation précisé à l'article 8 du CCP

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## **1.3 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande dans les limites de 150.000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre. L'accord cadre est passé pour une durée ferme de 48 mois.

## **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché, le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, élaboreront le calendrier prévisionnel de réalisation des différentes prestations.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur manière dématérialisée.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- les lieux de livraison et de réalisation des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le montant du bon de commande ;
- la date et le numéro du bon de commande.

La durée maximale d'exécution des bons de commande pour la maintenance corrective et préventive est de 3 semaines à la prise en charge du gilet.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires, ceux-ci pourront être émis jusqu'à la fin de validité de l'accord-cadre et exécutables dans les 6 mois qui suivront.

### **1.5 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Signataire de la charte de Développement durable des Établissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives.

L'établissement souhaite dans ce cadre-là plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires

Le mémoire technique des dispositions que le titulaire se propose d'adopter pour l'exécution de la maintenance des gilets de sauvetage tel que défini dans les critères d'appréciation des offres, est une pièce qui lui est opposable.

## **3 - Durée et délais d'exécution**

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 48 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et s'exécuter jusqu'à 3 mois au-delà.

## 4 - Prix

### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Pour les prix absents du Bordereau des prix forfaitaires et unitaires dont le libellé est donné dans le catalogue du fournisseur, le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter le pouvoir adjudicateur des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

### 4.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant celui de la remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \cdot (I_n - 6 / I_0 - 6)$$

$I_0 - 6$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois

$I_n - 6$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations moins 6 mois

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est l'Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 09.3.2.1 - Équipement de sport

Il est publié sur le site internet de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001764182>)

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

## 5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. Chaque bon de commande donne lieu à un paiement définitif.

## 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les informations :

- le code service "31"
- le numéro SIRET "VNF/Direction territoriale du Nord-Pas-de-Calais SIRET : 130 017 791 00026"

Ainsi que les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 55201730300777

## 7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande envoyés de façon dématérialisée dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse des sites :

		Adresse	Personne contact	Téléphone	Nombre de gilets (à titre indicatif)
UTI Deule - Scarpe	Antenne de Douai	19 Route de Tournai 59119 Waziers	Mr Locufier	03.27.94.55.79 06.27.38.13.90	50
	Antenne de Quesnoy	159 Rue de la Filature – ZAC du val de Deûle 59890 Quesnoy sur Deûle			41
UTI Escaut – Saint Quentin	Antenne de Valenciennes	160 Rue du Chauffour 59300 Valenciennes	Mr Cuisset	03.27.32.22.98 07.61.32.91.41	49
	Antenne de Cambrai	26 Rue des Vieilles Ecluses 59400 Cambrai	Mr Courtois	03.27.82.25.24 07.60.43.04.45	88
	Antenne de Berlaimont	2 Chemin de Halage 59360 Aulnoye Aymeries	Mr Bethegnies	03.27.66.44.31 06.98.50.96.99	18
UTI Flandres - Lys	Antenne de Saint Omer	Rue de l'Eglise Saint Bertin 62505 Saint Omer	Mr Veyer	03.28.58.71.24 06.29.17.77.74	64
	Antenne de Dunkerque	Terre-Plein du Jeu de mail 59375 Dunkerque			26
SEME	Atelier de Férin	20 Rue de Bapaume 59169 Férin	Mr Castelain	03.27.95.91.59 07.87.79.44.88	18
	SEME	Rue Jeanne Maillotte 59034 LILLE	Mr Favrelle	03.20.00.50.83 07.64.38.66.15	29
	Brigade Fluviale	Rue Camille Desmoulins 59272 Don	Mr Dequidt	03.20.16.31.72 06.62.41.08.32	11
DT Nord – Pas de Calais	Moyens Généraux	37 Rue du plat 59034 Lille	Mme SIX	03.59.03.16.07 06.69.10.08.89	8

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont les suivantes :

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire : Les gilets de sauvetage

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 17 du CCAG-FCS dans le cas où le titulaire n'effectue pas les prestations sur site.

### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

### Conflit d'intérêts :

Le titulaire prend les mesures nécessaires permettant de prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant l'exécution du présent marché doit être signalé sans délai et par écrit au maître d'ouvrage. Le titulaire doit prendre immédiatement toute(s) mesure(s) nécessaire(s) pour y mettre fin et en informe le pouvoir adjudicateur.

## **9 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Un représentant du pouvoir adjudicateur sur site s'assurera de la bonne réalisation des prestations et signera un bon d'intervention sur lequel seront mentionnées ses éventuelles observations

Le silence du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison ou de vérification des gilets vaut admission

### **9.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **10 - Pénalités**

### **10.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.



Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 50,00 €.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 10.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité en cas de non-remise du rapport de vérification	Journalière	50,00 €	

## 11 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 12 - Résiliation du contrat

### 12.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **13 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **14 - Clauses complémentaires**

Tous les prix du BPU s'entendent frais de port et frais kilométriques inclus

## **15 - Dérogations**

- L'article 4.2 du CCP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8 du CCP déroge à l'article 18 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services